

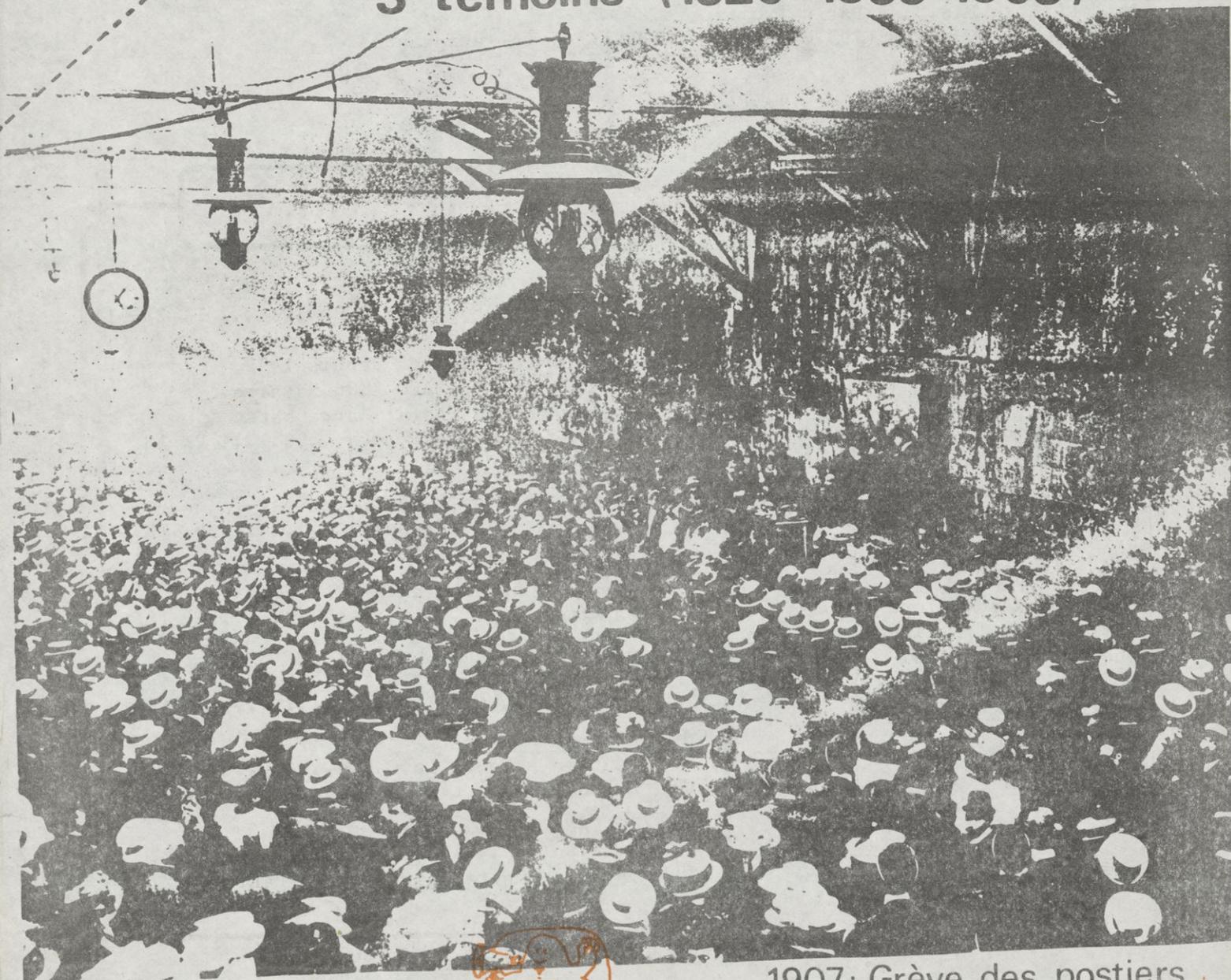
apl

ouest INFORMATION

n°187 / 23 mai 1977 2F

N-D des LANDES :
les paysans contre
l'aéroport

journées d'action, grève générale : 3 témoins (1920-1955-1968)



1907: Grève des postiers



CALENDRIER

MARDI 24 MAI

- coordination des femmes 15 H au foyer de la Jeune Travailleuse, place Ste Elisabeth.
- Ordre du jour : fête des mères, rencontre internationale des femmes à Paris, proposition d'une rencontre femmes à Nantes et d'un weed-end en juin.
- Grève générale, manifestation.

MERCREDI 25 MAI

- Signature du livre "Le monde et le pouvoir" de Simonot à 18 H Librairie 71.
- Jazz (J. Dean, H. Hopper, K. Tippett, J. Gallivan, Quartet Nobby Clarke) Fac de Lettres, 20 H 30 ; réservation Fuzz et GROUS (20 F.)

JEUDI 26 MAI

- Pour l'abolition de la peine de mort : réunion au Théâtre Municipale de la Roche Sur Yon (voir page 20)

VENDREDI 27 MAI

Projection à propos de la lutte du MLAC d'Aix "Quand je serai grande" plus film du procès (voir page 16) ; 14 H M.J. des Dervallières, 20 H 30 Foyer de la Jeune Travailleuse.

JEUDI 2 JUIN

- Réunion d'Amnesty International 15 bis place Edouard Normand.

VENDREDI 3 JUIN

- Montage diapo plus débat sur l'Albanie avec la collaboration des Amitiés Franco-Albanaises.

SAMEDI 4 ET DIMANCHE 5 JUIN

- Fête du P.S.U. à Paris (voir page 21).
- Week-end du CPO (79370 CELLES SUR BELLE) : Les assurances.

MERCREDI 22 JUIN

- Assemblée générale de l'A.P.L.

Dernière minute

Un groupe de gens se sont rendus aux Floralies dimanche après-midi pour protester contre la présence de stands du Chili et de l'Afrique du Sud.

Quelques affiches ont été disposées dans les deux stands.

Des tracts ont été distribués et éparpillés sur les fleurs.

Les deux pavillons du Chili et de l'Afrique du Sud sont descendus.

Des participants.

SOMMAIRE

OUVRIERS

- Dossier grève générale..... P. 2 à 11
 - un ancien parle
 - aux Batignolles depuis 1952
 - 27 ans, les AFO à St Nazaire.
- Remorqueurs nantais, Barre battu par les "abeilles"..... P. 18

PAYSANS

- Notre Dame des Landes, les paysans contre l'aéroport..... P. 12 à 15

FEMMES

- Quand je serai grande (MLAC et la Commune)..... P. 16/17

NUCLEAIRE

- Centrale du Pellerin : l'enquête brûle..... P. 18/19

APL SAINT NAZAIRE

- Soutien à Henri Le Cadre..... P. 20
- La société contre les jeunes..... P. 21

FETE/INTERNATIONAL

- Fête du PSU..... P. 22
- Sahara : meeting interdit à Paris P. 22

GREVE GENERALE...

24 Mai, GREVE GENERALE : ces deux mots évoquent les idées et les combats ouvriers du début du siècle et particulièrement dans la région nantaise où l'anarcho-syndicalisme passe pour être encore bien vivant.

GREVE GENERALE : les mots semblent bien forts pour une journée qui ne soulève guère l'enthousiasme et après laquelle rien n'aura fondamentalement changé. Alors, l'APL devait-elle se contenter des communiqués de presse et d'un compte-rendu morose de la manifestation ? Nous avons pensé que l'occasion était bonne d'y aller voir ; d'interroger trois générations d'ouvriers que l'on savait sensibles aux idées libertaires, pour connaître leur point de vue sur la révolte ouvrière, la grève générale, l'action syndicale... le 24 mai ?

Ces travailleurs qui sont-ils ?

- L'Ancien : 80 ans. "Libertaire par instinct", fait la grève de la faim pendant la guerre 1914-1918, puis travaille comme charpentier dans les Ardennes et s'établit petit épicier à ZOLA pour "échapper au salariat".
- D. : La cinquantaine, travaille aux Batignolles depuis 1952, participe au comité de lutte qui est partisan d'actions dures, volontiers violentes.
- J. F. : La trentaine, ouvrier aux A.F.O. et syndiqué très critique à la CFDT.

Nous n'avons pas la prétention de faire parler LA classe ouvrière locale. Les points de vue des trois ouvriers sont naturellement partiels mais, au-delà des générations, des différences de formation, il nous semble que de nombreux points communs apparaissent qui contribuent à mettre en lumière l'originalité d'une partie de la classe ouvrière nantaise.

A.P.L.

1886

C'est Joseph TORTELIER (membre du syndicat des menuisiers de la Seine) qui lança en 1886 l'idée de la grève générale en France.

La situation du mouvement ouvrier en 1886.

- Depuis deux ans seulement, les syndicats ouvriers peuvent se constituer librement (avec quelques restrictions toutefois) ;

- Le 11 octobre à LYON, se constitue la Fédération Nationale des Syndicats.

Lors de son troisième Congrès, en 1888 la FNS adopte deux résolutions :

- o D'une part, l'autonomie du mouvement ouvrier : "Le Congrès engage les travailleurs à se séparer nettement des politiciens qui les trompent" ;
- o D'autre part, le principe de la grève générale : "La grève partielle ne peut être qu'un moyen d'agitation et d'organisation"... "Seule la grève générale, c'est-à-dire, la cessation complète de tout travail, ou la révolution, peut entraîner les travailleurs vers leur émancipation".

- Parallèlement, les Bourses du Travail se sont fédérées en 92 et à la fin de cette même année, le congrès régional de Tours, sur la proposition des Bourses de Nantes et de Saint Nazaire par l'intermédiaire de PELLOUTIER, adopte la résolution suivante :

"La suspension simultanée et universelle de la force productrice" est "parmi les moyens spécifiques et légaux, celui qui doit hâter la transformation économique et assurer, sans réaction possible, le succès du 4ème Etat".

- Au congrès de la FNS à NANTES, en 1894, la grève générale est votée dans l'enthousiasme ; c'est le catalyseur qui regroupe diverses tendances,

les mutineries de 1917, la grève de la faim

Allemanistes, anarchistes et Blanquistes.

Cette décision majoritaire provoque le départ des gusdistes et la date est importante ; en effet, le mouvement ouvrier en finit avec sa soumission au politique et entre alors dans une nouvelle phase : le syndicalisme révolutionnaire d'action directe.

- L'idée de la grève générale va bercer le syndicalisme jusqu'en 1914 en s'accompagnant d'un certain romantisme révolutionnaire.

- En 1898, avec la grève des cheminots du Nord, se présente l'occasion de greffer la grève générale sur une grève corporatiste, d'où l'appel de la CGT (créée depuis 1895),

"Cette grève (...) entraînerait rapidement l'arrêt du travail de nombreuses industries, Seule par conséquent, la grève des chemins de fer peut déclencher dans toute la France un mouvement dont les conséquences seront redoutables pour le capitalisme."

Mais ce fut un échec. de même lors de la grève des cheminots en 1898, qui sera réprimée par Aristide Briand, le même homme qui, délégué de St Nazaire, fut le rapporteur de la grève générale au Congrès de la FNS à Marseille six ans plus tôt...



Q. : Quelle était l'action des anarchistes pendant la guerre ?

R. : Déjà, je manifestais mes réticences envers l'armée. Et je sentais que chez les socialistes, malgré la guerre, ils étaient jusqu'aboutistes. Ils conservaient l'idée qu'ils fallait combattre les Allemands. Moi, j'étais réticent, j'avais 17 - 18 ans. J'ai été mobilisé, appelé mi-

litaire à FOUGERES, mais comment se débarrasser d'un fourbi pareil ? Je n'avais qu'une chose à faire, c'était la grève de la faim mais qui était autrement difficile qu'actuellement parce qu'il fallait la faire en cachette des camarades. Il fallait que je trouve des prétextes à tous les repas pour m'absenter. C'était tout à fait dur. Je n'acceptais que le quart de café.

Q. : Mais vous aviez une position individuelle ?

R. : Oui. Naturellement. On ne pouvait pas manifester, car à ce moment-là, il y aurait eu une répression terrible. Si tu prends le livret militaire, la peine de mort en temps de guerre est à toutes les lignes. Il fallait se montrer tout à fait prudent dans l'historique !

Q. : Vous êtes restés à l'armée ?

R. : J'ai fait 41 jours de grève de la faim : j'étais à plat. Alors le major qui avait compris mon jeu m'a proposé pour une réforme définitive. Il m'avait trouvé des diagnostics un peu...

mais quand on est passé à la commission de réforme, je vois encore sa bille quand il a vu la tête de ses collègues, les majors : "Ah ! une retraite temporaire suffit, on verra dans trois mois", et puis trois mois après j'ai été rebaisé parce que je m'étais retapé à Nantes.

Alors j'ai continué, j'ai fait des petites grèves d'un hopital à l'autre, pendant trois ans. Une fois, par curiosité, je me suis dit : "je vais me laisser faire, je vais aller voir ce front-là, depuis le temps que j'en entend parler" J'avais une trouille, j'avais une peur ! Ah la la !

Q. : Il n'y avait pas de mouvement anarchiste organisé, c'était seulement des rencontres d'idées ?

R. : Oui. On avait une petite librairie sur la Fosse, en face le pont transbordeur : "la Librairie Sociale" où on se réunissait. C'étaient tous

"quelqu'un qui veut se libérer, ne doit pas subir!"

des individualistes venus d'un peu partout ; on faisait des échanges d'idées. Au point de vue ouvrier, il n'y avait aucun mouvement. On était dans un milieu endormi. Le mouvement ouvrier, ici, c'étaient les chantiers, mais autrement c'était du paternalisme. Avec les chantiers je n'avais des contacts que pour distribuer des brochures.

Q. : Et ça marchait ?

R. : Oui. J'ai vendu beaucoup de brochures et il y avait des réunions à Colbert assez suivies. Mais après, je me suis fait commerçant et avec des camarades, camelots sur les marchés, on faisait des conférences. Comme on disait, on semait la bonne parole. On a voulu semer l'idée complètement antimilitariste. Parce que l'armée, c'est épouvantable, mes enfants ! le virus de l'armée !

Q. : Et ceux qui parlent d'armée populaire, d'armée de libération ?

R. : C'est complètement idiot !

les partis politiques....

Q. : Pour vous c'est lié avec l'organisation en partis politiques ?

R. : Ben oui ! Ce sont des autoritaires. Moi, je vois ça comme ça : les individus qui veulent une société pour les individus, c'est nous, et les autres veulent que les individus soient faits pour la société : Former, Forger, Malaxer des individus pour une société. Nous vivons dans une société qui doit être faite pour nous, non, nous pour la société. Quand tu nais dans un milieu, tu ne demandes pas, et bien ce milieu doit être fait pour toi !

Q. : Pour vous, toutes les formes d'organisation, comme la parti, le syndicat, l'armée, c'est pareil ?

R. : Le harnais, la discipline, la hiérarchie. Ah non ! Ca ne tient pas debout !

Quelqu'un qui veut se libérer ne doit

pas subir . Au nom de quel droit vas-tu imposer ta loi à quelqu'un ? Comme disait Sébastien Faure : "les lois sont inutiles ou elles sont justes et elles doivent être acceptées par tout le monde, ou elles ne sont pas acceptées par quelques uns et elles sont infustes pour ces réfractaires".

Q. : Mais comment pensez-vous qu'on pouvait résoudre le problème d'organisation pour la libération de la classe ouvrière ? Est-ce que vous pensez qu'il y a une possibilité d'organisation spontanée ?

R. : Mais pratiquement, je ne vois pas de classe ouvrière, il y a des gens qui sont malheureux, mais...

Q. : Mais dans votre époque, quand on distinguait mieux la classe ouvrière, quand les classes étaient moins floues ?

R. : Maintenant, on ne peut plus distinguer des milieux qui déferlent du milieu petit bourgeois, des déclassés qui sont parfois plus prolétaires que les autres. Mais l'aspiration de la classe ouvrière c'est d'améliorer son salaire. Elle n'est pas contre le salaire mais veut vivre comme les bourgeois, s'organiser et vivre en bourgeois.

16 (33) 262441
734559

Q. : Mais pendant un temps, il y avait l'aspiration à supprimer le salaire en tant que tel, ou est-ce que ces idées n'ont jamais été implantées dans la classe ouvrière ?

R. : Si au début, la Charte d'Amiens.

Q. : Comment expliquez-vous que toutes ces idées aient été perdues au profit d'organisations bureaucratiques dans les syndicats ?

R. : Les syndicats se nomment des permanents que l'on appelait autrefois des FROMAGISTES. Ils vivent du fromage, voilà !



"On a toujours été isolés, mais les idées sont partout..."

Q. : Et la grève générale, à ce moment là, c'était l'insurrection ?

R. : Oui, pas comme la grève générale qui va avoir lieu prochainement qui est simplement contre le plan BARRE. Qu'est-ce que cela a à voir avec la libération de la classe ouvrière ?

Q. : La grève générale telle que vous la preniez à l'époque, c'était le début de la libération ?

R. : C'aurait pu être un moyen quoique dans les milieux anarchistes individualistes, on ait toujours été un peu sceptiques. Cela a toujours été très controversé. Tout ramener, comme le font les milieux anarcho-syndicalistes, au prolétariat, c'est un tort. Dans le milieu anarchiste, c'est la libération totale de l'individu, le monde ouvrier compris, mais l'autre monde aussi : se libérer de tous les préjugés, de toutes les chaînes.

La grande hérésie chez les organisations syndicales, c'est qu'ils sont pour le plein emploi, alors là ! Non. Pour nous, il y a avant tout, le droit à la paresse.

Q. : Mais à cette époque, après la guerre, il y avait bien des mouvements ouvriers, des grèves, quelle était l'efficacité ?

R. : Mais les grèves restaient corporatives, pour améliorer le salaire. Je me souviens de l'affaire Sacco et Vanzetti, on s'était fait sortir à la Bourse du Travail par les communistes qui avaient sorti leurs couteaux. On était allés diffuser des brochures pour expliquer l'affaire, pour la solidarité, et les permanents, les ont sorti leurs couteaux parce qu'on foutait pas le camp. On était des perturbateurs. Pour eux, l'affaire Sacco et Vanzetti ça n'avait rien à voir avec la classe ouvrière. Dans certains milieux, des grands bourgeois nantais étaient plus près de nous. Grandjouan le dessinateur était un libertaire-né, un homme d'action.

Q. : Et les échéances politiques à venir, qu'en pensez-vous ?

R. : Nous sommes des anti-parlementaires. J'ai jamais voté de ma vie. Ah si ! Juste une fois, à titre de curiosité, avec De Gaulle, pour savoir si on voulait une Constitution. j'avais été mettre un non. Si je votais, je voterais pour moi ; je ne veux pas déléguer quelqu'un.

Q. : Mais il peut, pour vous, y avoir une autre stratégie que l'union de la gauche. Est-ce qu'il existe des idées, des forces ?

R. : Non. Il n'est pas question de forces ; on sait bien que le monde que nous rêvons, dans la situation des gens, c'est pas pour demain.

Q. : Finalement, vous êtes toujours restés isolés ?

R. On a toujours été isolés, mais les idées sont partout, elles se sèment toujours. On a été étonné en mai 68 de voir surgir des drapeaux noirs, on y croyait plus. C'est Bakounine qui est sorti.

Q. : Les idées anarchistes, c'est dans l'air du temps, cela ne disparaît pas, comme quelque chose d'instinctif ?

R. : Ah oui ! cela aurait plutôt tendance à grandir. Tiens ! Prévert qui est mort l'autre jour...



AUX BATIGNOLLES DEPUIS 1952...

1977 n'est pas 1900...



D. La cinquantaine, des Batignolles depuis 52.

La grève générale ce n'est plus possible aujourd'hui. En 1900, c'était possible, car la classe ouvrière avait très peu de moyens, très peu de besoins ; la grève générale veut dire une lutte longue sans salaire. Or, les ouvriers on leur a créé des besoins (qui n'a pas son crédit ?). Un ouvrier si on lui dit "grève générale", il ne sait pas où cela peut le mener, 7... 8 semaines.

Aujourd'hui, la grève générale pose des problèmes aux travailleurs par rapport à 1900. Ce qu'il faut voir aussi, c'est que le contexte est différent entre 1900 et 1977.

En 1900, la grève générale était possible car le patronat était coupé des autres pays. Depuis 1900, le patronat a élargi son champ d'exploitation et est devenu multinational.

Aujourd'hui, le travailleur en est conscient, en cas de grève générale, ce qui n'est pas fait dans une usine, sera fait dans un autre pays. Alors où peut nous mener une grève générale ? Ils peuvent la laisser pourrir et sa production sera garantie quand même.

Donc, il faut trouver d'autres formes de luttes appropriées. Maintenant on pense que l'action violente serait plus adaptée pour faire pression sur le patronat...

Les élections



... Seulement les syndicats, surtout la CGT, refusent cette tactique, car cela peut faire peur à une certaine classe de la société qu'ils veulent récupérer pour voter à gauche. Et l'ouvrier en fait les frais. Et cela, on en est conscients. Les ouvriers se rendent compte qu'on brade nos luttes pour récupérer des gens

qui n'ont rien de commun avec nous, qui s'en foutent éperdument.

Depuis 68, les syndicats ont tout misé sur un mouvement électoral, il faut que la gauche passe à tout prix. On fait tout pour récupérer les classes moyennes, hostiles à la violence.

Quand on ne subit pas la violence, on y est hostile. On essaie d'amener les gens dans le calme et la dignité. Et pour attirer toute cette classe à gauche on a bradé les luttes ouvrières. C'était le cas à SAUNIER-DUVAL l'an dernier, où après 7 semaines de grève les gens du P.C. sont venus expliquer :

"On y arrivera jamais, les patrons sont trop forts, ce qu'il faut, c'est la gauche au pouvoir. Il n'y a qu'à reprendre le boulot, et vous saurez comment voter la prochaine fois..."

L'anarcho-syndicalisme...

C'est sûr que sur la région nantaise, tu avais des syndicalistes qui étaient ce qu'on appelle des "anarcho-syndicalistes". Des types dans la CGT, dans la CFDT, (qui s'appelait alors CFTC), des gens combatifs qui emmenaient les ouvriers en ville pour revendiquer de façon assez violente.

D'ailleurs, la Loire Atlantique était réputée pour le patronat : C'était un test : ce qui se passait en Loire Atlantique passait ailleurs. Nantes et St Nazaire étaient réputés.

C'est sûr qu'à l'époque (50-56), la grève était violente. On considérait qu'à la violence patronale il fallait opposer la violence ouvrière. On déterrait les pavés, on allait assiéger la préfecture. C'était vraiment la bagarre.

Pour moi, les anarcho sont des gens, enfin anarcho-syndicalistes, c'est un mot vague qui ne veut pas dire grand-chose.

Le syndicalisme se situait de cette façon : il y avait des types délégués, nommés par les ouvriers et qui représentaient les ouvriers. Alors

.../...

qu'aujourd'hui, les gars se disent dirigeants de la classe ouvrière.

Aux Bati (batignolles-) il y a 2 3 ans, on a eu une grève où 700 gars ont rejoint le comité de lutte, ont refusé le vote des syndicats.

Ils ont dit, et c'est une chose importante, quand vous décidez une grève, c'est à main levée, pour reprendre, c'est à bulletin secret.

On a détecté la manipulation, on a boycotté le vote.

Il y a eu des réflexions sur les délégués : "vous vous prétendez dirigeants de la classe ouvrière, en définitive, vous n'êtes que les représentants. On vous a élus pour nous représenter, alors vous prenez des décisions, consultez la base et respectez ce qu'elle dit".

Alors qu'ils essaient d'imposer leurs vues politiques. Surtout la C.G.T.

J'ai connu les grèves de 54-55-56 58. Les boîtes débrayaient à 100 %

On ne voyait pas de jaunes sauf les chefs et quelques bureaucrates.

Aujourd'hui, on voit les syndicats dire que c'est un succès à 70 % Qu'est ce que cela veut dire ? Il y a eu 30 % qui sont restés au boulot.

Il y a une époque, où il y avait une unité ouvrière, si les chantiers de la Loire avaient des ennuis, on descendaient immédiatement les soutenir, on se retrouvait à 15 000 devant la Préfecture.

Aux Bati, quand un gars était licencié pour faute grave (fauche de matériel) il y avait 3 000 qui débrayaient jusqu'à ce que le gars soit réintégré.

Et, de 52 à 68 il n'y a pas eu de gars licencié (au plus quelques jours de mise à pied).

Aujourd'hui, on licencie des paquets de gars sans que les autres bougent.
(...)

Avant 68, on avait des délégués qui étaient des anarcho, c'étaient des gens en place : ils étaient difficiles à manipuler par les organisations politiques.

Ils avaient une autonomie, une indépendance politique.

Maintenant, les jeunes sont entièrement à la dévotion des organisations politiques qui imposent une certaine politique dans les boîtes..

et le pouvoir ouvrier ?

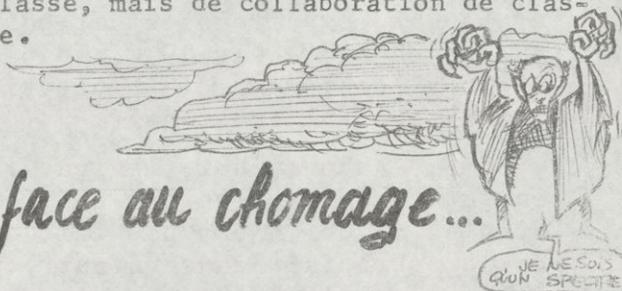
Pour la tête des organisations syndicales, prendre le pouvoir, c'est gérer le pouvoir bourgeois, c'est aménager le système qui est déjà en place.

Beaucoup d'ouvriers se posent la question, si le pouvoir ouvrier c'est aménager le pouvoir aujourd'hui, où est-ce que c'est foutre en l'aire cette société, beaucoup plus pourrie qu'en 1900 par la société de consommation poussée à l'extrême.

Aux Bati, je connais des gars du P.C. qui ont rendu leur carte après l'abandon de la dictature du prolétariat.

Ils vont plus loin, pour eux la dictature doit s'exercer aussi sur les prolétaires : il y a des gars aujourd'hui qui défendent la liberté du travail, ce sont des jaunes et la liberté du travail, c'est incompatible avec la lutte de classes.

Ils n'ont pas une conscience de classe, mais de collaboration de classe.



face au chômage...

Il y a les travailleurs qui ont peur du chômage.

Le patronat fait pression - la crise économique agit sur les travailleurs.

Il y en a qui se disent, si on fait grève, l'entreprise sera en difficulté.

Cela vient de la mauvaise explication, interprétation, de la crise économique de la part des syndicats.

Au départ, ils ont dit : on n'est pas responsable de la crise.. D'accord.

Ensuite, ils ont défendu l'emploi, et l'emploi à tout prix, quitte à défendre des conneries comme Concorde, le nucléaire et même l'armement à la limite.

Et, si des gars qui fabriquent des grenades et matraques veulent défendre leur emploi, est-ce que nous, on va les soutenir ?

Est-ce qu'il ne vaut pas mieux qu'ils soient payés au chômage? .../...

.../...

Ainsi, on rendrait les gars combatifs pour leur revenu au lieu d'être craintifs pour leur emploi.

Parce que l'emploi en système capitaliste, qu'est ce que cela veut dire ?

Travail pour qui, pour quoi ? (gadgets, nucléaire, armement).

36 ...

Le peu que j'ai eu de discussion sur 36, c'est que pour eux, c'était la lutte. Ils se battaient, c'était formidable.

L'occupation : c'était la lutte contre les forces de police qui essayaient de lock-outer.

Je me souviens, des vieux ouvriers dire quand les flics entraient dans l'usine avec leurs chevaux, ils balançaient des roulements à billes.

Les ouvriers ne se laissaient pas expulser comme cela de leur usine.

Alors qu'à l'heure actuelle, quand le tribunal des référés décide qu'une usine va être expulsée et que les flics se présentent à la porte, les syndicats appellent les gars et disent : "Camarades, nous n'allons pas tomber dans le piège de la provocation, laissons la place aux forces de l'ordre".

On se demande de même pourquoi ils occupent les usines.

ET LE 24 ?...

Elle est ressentie comme une grève bidon.

C'est pour marquer le coup, comme on fait tous les deux ou trois mois pour soi-disant faire pression sur le pouvoir.

Les ouvriers ne la ressentent pas du tout comme une grève combative.

Ils n'en n'ont rien à fiche. Ils débrayent car il y a une conscience de classe, pour ne pas passer pour jaunes.

Boycotter une grève comme cela, ça demande une grande préparation de fond.

C'est à dire expliquer pourquoi on boycotte. Qu'on n'est pas du côté des patrons mais qu'on estime que les syndicats ne vont pas assez loin ; mais cela

demande du travail qu'on n'a pas fait.

Il y a eu des boycotts aux Batignolles très suivis. Il ne s'agit pas d'avantager les jaunes. Il faut une explication de fond, claire pour tous, politique.

On entend des réflexions : "Tu débrayes ?" - "Oui" - "Vas-tu à la manif ?" - "Ho, je ne veux pas user mes savates à porter des pancartes".

Il y a eu des manif où il y avait, peu de chose, une bagnole des R.G. qui avait été brûlée.

Bon, les gars disaient : "pour une fois que je ne vais pas à la manif, il se passe quelque chose".

Si on arrive à faire 24 heures unitaires, c'est formidable, il faut voir les négociations qu'ils ont faites.

On n'en est pas à la Grève Générale.

27 ans - Les A.F.O. -

St NAZAIRE

■ Q. Tu es syndiqué ?

R. Oui, à la CFDT. J'ai pas rompu avec le syndicat ; avec le syndicat "traditionnel", oui, mais je suis de ceux qui pensent qu'il peut encore y avoir un syndicalisme révolutionnaire.

Mais, avant de l'être, il faut qu'il y ait des militants qui le soient aussi.

Si le syndicat est réformiste à l'heure actuelle, c'est parce qu'il y a des militants qui le sont aussi.

C'est pas la seule explication, mais le syndicat ne deviendra pas révolutionnaire par l'opération du St Esprit. Ça ne se fera pas non plus avec un parti au-dessus de ça .

Ce qui manque, c'est pas un parti.

L'idée de la grève générale ...

■ Q. En ce qui concerne l'idée de grève générale, est-ce que tu peux dire ce que ça représente pour toi, et pour les autres ouvriers que tu connais ?

.../...

R. C'est difficile... pour moi, je peux répondre, mais pour les autres...

Pour moi, une grève générale peut engendrer, dans la foulée, une révolution.

Mais, une grève générale à l'heure actuelle, telle qu'elle est, non.

Je fais une différence entre la grève générale qui est déclenchée par les partis et celle qui est déclenchée par les syndicats.

En mai 68, la grève générale, c'était une grève générale syndicaliste qui ensuite, a été récupérée par le politique.

Pourquoi ? Parce qu'il n'y avait pas de militants suffisamment révolutionnaires pour arriver à faire quelque chose après.

S'il y avait eu des militants vraiment formés, des révolutionnaires, possible que cette grève là aurait débouché sur autre chose.

Enfin, il y a quand même un fait, c'est que 68 a débouché sur un vote.

Q. Est-ce que tu peux dire ce que ça représente concrètement, la grève générale ? Car ça peut vouloir dire un tas de choses, n'importe quoi : grève active, grève passive, de 24 H etc...

Mais, quand on la définit comme révolutionnaire ?

R. Pour moi, ça ne serait pas simplement une grève les bras croisés.

Une grève des bras croisés comme en 36 ou en 68, ça prouve bien que ça amène les masses à se couper des autres ; par exemple en 68, les ouvriers qui avaient envie d'aller à Paris ou de tenter une coordination entre eux, n'auraient pas pu le faire, parce que cette grève générale avait touché tout, et ça les touchait eux aussi.

Mais, par grève générale, je vois une grève générale où il y aurait la prise des moyens de production, de ne pas se contenter de passer son temps à astiquer les machines, mais de les faire marcher au profit de la classe ouvrière.

Q. Mais, cette grève générale, est-ce qu'elle peut être impulsée par la base ou doit-elle être le fait d'organisations ?

R. La base... la révolution sortirait de la masse ; oui, mais dans une

grève, elle suit ses dirigeants ouvriers.

Elle ne suit peut-être pas par confiance, mais par croyance.

Dans un premier temps, elle suivrait les militants révolutionnaires, comme elle suivait les militants réformistes...

Bien sûr, un militant révolutionnaire ne ferait pas comme un militant réformiste, il ferait tout pour que la révolution se passe.

Q. Dans le milieu ouvrier, est-ce que l'idée de dépasser la grève "les bras croisés" a une réalité ?

R. Non, ça peut ressortir quelquefois pour certains militants ouvriers.

Mais les ouvriers, ils se contentent de suivre les syndicats ou les partis.

Si on arrive, en tant que militant révolutionnaire, à leur faire comprendre ça, au lieu de se tourner vers leurs dirigeants, ils se tourneront vers toi, mais ce sera une forme de croyance aussi ; ils te croieront toi au lieu d'eux et ce sera à toi de leur faire prendre conscience qu'il ne faut pas que cela soit du suivisme par rapport à toi.

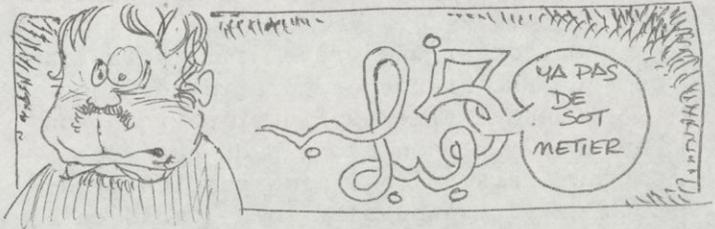
Il y en a beaucoup qui ne demandent que ça, se reposer sur d'autres... des chefs ! : "On a un bon gars, qu'est ben sympathique, qui parle bien, ben hop, avec lui au moins on peut avoir confiance..."

C'est grave, c'est une confiance et ça se transforme en croyance ; et puis le gars après, il se croit arrivé.

Au début, les gars restent un an comme délégués, puis après, deux ans. Après, ils ont acquis une expérience.

Après trois ans, "on ne peut plus m'enlèver, car j'ai quand même acquis beaucoup d'expérience. Alors, s'il faut recommencer avec d'autres, on n'en finira pas".

Ceux-là, maintenant, ils seront des délégués toute leur vie. C'est pas pour rien qu'à la Bourse du Travail, tu vois des permanents, tu leur demandes leur profession, ils te diront : "ma profession, c'est permanent", comme ça c'est passé dans la liste qui se présentait pour la mairie de St Nazaire ; leur profession c'était ça : permanent syndical.



Et la grève générale du 24 mai, qu'est-ce que cela représente ?

Cette grève de 77, du 24 mai, c'est une grève générale tout ce qu'il y a de politique.

C'est parce que la gauche doit arriver au pouvoir dans un an que l'on fait cette grève là.

On a beau invoquer le Plan Barre, ce n'est pas vrai, on sait très bien que c'est pour l'échéance électorale de l'année prochaine.

Il y a quand même une différence entre 68 et 77 ! Comme 36, 36 c'était une grève politique aussi ; c'était l'échéance de la gauche au pouvoir aussi.

Les grèves, en juin 36, sont arrivées après l'arrivée du Front Populaire au pouvoir...

D'accord, mais qui en a tiré les bénéfices ?

Le Plan Barre, c'est politique. Les syndicats ont toujours été à la traîne des partis que ce soit en 36, 68... Tant que les syndicats seront à la traîne des partis, ils feront ce que veulent les partis, ils joueront la carte électorale.

Le 24 mai, c'est le mot d'ordre de la CFDT, quoi !

Contre le Plan Barre, dans la perspective de la prise du pouvoir de la gauche.

S'il y en a un plus à gauche que les autres, il dira au mieux : "C'est pour montrer au politique la force du syndicat".

Le 24 mai, c'est le recours politique ?

Oui, mais ça n'a pas commencé avec le 24 mai, le recours politique !

Ca s'inscrit dans une même logique... La grève du 28 avril était présentée comme une grève plus ou moins unitaire déjà...

Celle du 28 avril ? L'autre ? Ah, oui c'est difficile de parler de grève générale à l'heure actuelle parce qu'il y en a tellement ! On fait des grèves comme ça... On se rappelle plus qu'il y a eu une grève générale le 28 avril.

Les gars, ils les font toujours dans le cadre de cette croyance, de cette confiance pour les plus militants.

Les moins confiants, les plus blasés, tu les vois pas à la manif ; le résultat, en principe, l'aboutissement de la grève générale, c'est la manif.

Parce que c'est à la manif que l'on va compter les voix. A la manif tu vois les mêmes têtes... les mêmes têtes et les mêmes discours, tu les connais avant de les avoir écoutés ; tu sais ce que c'est quoi !

Le premier discours, tout le monde écoute, le deuxième discours on commence à parler avec son voisin, le 3ème discours...

C'est traditionnel. Les gars, pour les plus militants ils ont l'impression qu'en faisant des grèves générales comme ça, tout est réglé, mais on est en train de la tuer cette grève générale.

L'idée de grève générale ?

L'idée, et la grève générale en soi quoi. Parce que plus ça ira, plus il y aura des frictions entre les ouvriers.

Je vois pour les chantiers de l'Atlantique : F. O. aux dernières élections, elle a pris des voix.

Mais elle ne grignote pas des voix parce qu'elle a fait du travail syndical, elle a grignoté des voix parce qu'elle a fait de la démagogie.

Démagogie dans les discours qui reflétaient l'anarcho-syndicalisme, dans des textes qui faisaient référence à Pelloutier, mais c'était de la démagogie, de la poudre aux yeux.

Mais, la démagogie, elle a gagné. Parce qu'en face de la démagogie, il n'y avait rien.

Il n'y avait que des grèves générales ou des grèves de 24 Heures, on n'avait rien en sorte.

On faisait ça juste pour compter les voix. On fait une grève pour obtenir nos 200 F. en jurant qu'on les aurait, puis quinze jours plus tard, bon, "mes camarades, on a obtenu 30 F. c'est une grande victoire pour la classe ouvrière..."

Tu t'aperçois que la grève, c'est vrai, n'a servi à rien du tout.



LE PLAN BARRE C'EST LES RESTRICTIONS
LES RESTRICTIONS C'EST LE REGIME,
LE REGIME EST POURRI,
NON AU REGIME!
OUI A LA GRANDE BOUFFE!

SWRP!

F. O. était déjà sur ces positions à la fin du conflit des chantiers dans la mesure où elle demandait la grève illimitée ?

Oui, c'est quand même de la poudre aux yeux. Mais de la poudre aux yeux face à rien, c'est la poudre aux yeux qui triomphe.

l'unité d'action

Par rapport à l'unité d'action, même si elle est de façade entre CGT, CFTD, et CGT FO, FEN, CFTC... comment cela est-il vu ?

Ce que les gars disaient, c'est que cela ne s'était pas vu depuis longtemps.

FO, la CFTC, même si ce n'est pas les mêmes mots d'ordre, ils se rallient quand même.

S'ils se rallient, c'est qu'ils sont poussés au cul par leurs militants de base.

Ca peut être vu comme une victoire ; c'est la menace de la prise de pouvoir par la gauche.

Si FO, la CFTC, la CGC font la grève, c'est que les rats quittent le navire qui fait eau. Pour pas crever, ils préfèrent se rallier quand même.

Ils ne veulent pas passer comme les mecs qui se sont alliés avec la réaction pour empêcher la classe ouvrière de passer.

Ils visent aussi les lendemains qui peuvent être difficiles pour eux.



Cette "unité", c'est ressenti comme quelque chose de très important ?

Oui, mais c'est présenté comme cela par les dirigeants syndicaux. Comme important pour eux, pour la classe ouvrière ; car ils parlent au nom de la classe ouvrière.

C'est des chefs... Si on demande à des ouvriers ce qu'ils en pensent eux, sur le tas...

Est-ce qu'il y aura aussi sur le tas un rapprochement entre les militants de base ? On garde toujours la même "haine" comme entre FO et la CGT.

Les syndicats se trouvent très bien comme ça, par chapelles. Je les vois mal maintenant faire un syndicat unique. S'il y avait quelque chose de positif là-dedans pourquoi pas...

MERCREDI
22 JUIN

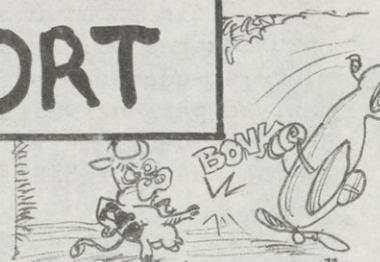
assemblée générale de l'a.p.l.

ORDRE DU JOUR :

- la fête de l'APL de septembre ;
- problèmes juridiques et financiers de l'APL ;
- pour discuter de l'évolution de l'APL en général, cette A.G. sera conçue de manière à éviter les débats abstraits, en discutant avec les lecteurs qui seront présents, de la façon dont ils le reçoivent, lisent et utilisent (ou non) l'APL, et de ce qu'on peut changer, à partir de données concrètes.

NOTRE-DAME DES LANDES : PAYSANS CONTRE L'AÉROPORT

1 / Une ferme en vente



OU EN EST L'INFORMATION ?

Le 11 janvier 1974, le préfet CAMOUS signe l'arrêté de Z.A.D (zone d'aménagement différé ; durée 14 ans) ce qui donne droit de préemption au département pour toutes les transactions foncières et immobilières.

1 200 ha se trouvent ainsi sous l'emprise directe de l'administration.

Le 18 décembre 1976, sur les communes de Notre Dame des Landes et Vigneux, 5 ha et quelques bâtiments d'exploitation se vendaient sur la Z.A.D.

Le département n'exerçait pas son droit de préemption (raison donnée : vente judiciaire).

Depuis, 80 ares à Chanais en Grand Champ et un bois de 30 ha sur la commune de Notre Dame des Landes, une habitation neuve F 4, sont proposés et vendus directement au département, plus précisément au conseil général, organisme pré-empteur.

CE QUI NOUS AMENE AUJOURD'HUI

Une ferme de 30 ha avec bâtiment d'exploitation bien équipé, est proposée directement par le propriétaire au département (craignant l'arrivée de la gauche au pouvoir, il préfère "retirer ses billes" !).

MAIS QUI EST LE PROPRIÉTAIRE ?

M. LANGLOIS : directeur d'une société d'assurance "Le Patrimoine" place de la Monnaie à Nantes.

Président des HLM à Nantes.

Et surtout membre de la chambre de commerce, organisme qui est le principal instigateur du projet de l'aéroport, principal actionnaire papeterie Chupin.

Monsieur LANGLOIS possède des immeubles en Suisse, villa à Agadir, quelques maisons sur la côte d'Azur, résidence principale boulevard Michelet (2 ha 1/2), résidence secondaire à côté de la ferme, cette dernière est proposée aussi aux deniers publics.

Le propriétaire ne se fait pas tellement de soucis pour son fermier, dont le bail sera immédiatement annulé à la prise de possession du département.

NOUS SOMMES TOUS A LA VEILLE D'UNE SITUATION SEMBLABLE

Ce processus ne pourra être enrayé que si nous montrons notre volonté d'opposition à l'Aéroport.

Sans vouloir nous opposer aux transactions entre particuliers, nous nous opposerons systématiquement aux propositions de ventes au département.

COMME AU LARZAC, A NAUSSAC OU A CISTERON NOUS NOUS BATTRONS POUR CONSERVER NOTRE OUTIL DE TRAVAIL FACE AUX SPECULATEURS DE TOUT POIL.

ADECA, Syndicats d'exploitants
Paysans Travailleurs.

2 / Quand un juge au tribunal se fait botter le cul...



Une centaine d'agriculteurs de la Z.A.D. et des communes environnantes : Fay de Bretagne, Bouvron, Blain etc... se sont retrouvés le lundi 16 mai à proximité de la ferme de St Antoine, sur Vigneux, à la limite de la commune de Notre Dame des Landes.

Pourquoi cette manifestation ?

Le refus de voir notre outil de travail partir pour une destination autre qu'agricole, en l'occurrence un aéroport.

Il était environ 15 H lorsque le propriétaire accompagné de son avoué se présenta.

Nullement effrayé par la grande pancarte : "Non à l'aéroport" installée au bord de la route, il se rendit jusqu'à la ferme, les voitures de paysans lui faisant une haie d'honneur. Cette haie se referma aussitôt après son passage.

Quelques minutes après, arrivèrent deux autres voitures, la première avec le juge et quelques officiels, immédiatement suivie par une voiture de paysans.

La deuxième voiture, également escortée amène Monsieur SARAILLER, notaire à Vigneux.

Tout ce beau monde vient donc buter sur un tracteur qui fait barrage, isolant ainsi le propriétaire du juge et du notaire.

Ils attendent une troisième voiture qui n'arrive pas : en effet, une R 16 contenant trois personnalités de la préfecture, après plusieurs passages aux alentours, renonce à rejoindre les lieux.

Pour des habitués des aéroports, l'atterrissage était trop périlleux.

Nous voyons alors sortir d'une voiture un énergumène surexcité. Il ordonne l'enlèvement du barrage.

Le tracteur "n'appartenant à personne", reste sur place. Devant cet entêtement, sa mauvaise humeur éclate : "je n'admets pas les manifestations paysannes"... "Bande de culs-terreux, gamins, pauvres couillons" etc...

Il part à pied vers la ferme, où la police est déjà là. Puis, il revient, de plus en plus énervé.

Rencontrant un photographe, il lui dit "qu'il n'est pas Brigitte Bardot" et le giffle avant de recevoir en retour un coup de pied au derrière.

Il continue sa route, rencontre trois anciens, qui se font traiter de culs-terreux, et file sur 3 km à pied sur la route de Vigneux (après une recherche infructueuse d'un téléphone dans une maison).

Certains l'ont vu un peu plus tard, assis sur le parapet du pont de Gesvres, qui n'était pas habitué jusqu'ici à servir de siège au tribunal....

En effet, comme nous l'avons appris peu après, il s'agissait du juge aux expropriations, un certain RIOU, venu là pour l'expertise de l'exploitation achetée par le département, et en fixer le prix.

Pendant ce temps, Langlois, le propriétaire, entouré par les paysans, est pressé de questions sur l'origine de sa fortune : "As-tu gagné tout ça à la sueur de ton front ? Tu ne penses qu'à ton fric, tout ce que tu as c'est avec l'argent volé sur le dos des travailleurs etc..."

Le personnage était déconfit par rapport à l'entrevue que certains d'entre nous avaient eu avec lui le vendredi précédent à son bureau.

L'expertise n'a donc pu avoir lieu ce jour là.

Ce n'est qu'après avoir été assuré que le juge était bien parti qu'on libéra deux voitures et leur contenu, le propriétaire demeurant prisonnier dans sa propriété par peur de nous affronter une autre fois.

A signaler qu'avant de quitter Vigneux, le juge ne manqua pas d'aller serrer la main au notaire Saraille dans son officine.

L'expertise se réalisera pourtant le lendemain, de façon bâclée, en quelques minutes.

Quelques agriculteurs alertés se rendant sur les lieux, voient le propriétaire et le juge dans la même voiture.

On nous avait pourtant dit la veille que le juge n'avait pas à prendre parti pour l'un ou pour l'autre...

Sur les 1 225 hectares que comporte la Z.A.D. il en reste donc 1 165 à exproprier.

Bon courage monsieur le juge : il y a encore des kilomètres à faire !

Les participants

ALLO... MONSIEUR LE PREFET... JE SUIS CONCESSIONNAIRE EN TOURS DE CONTROLE... J'AI UN MODÈLE QUI POURRAIT VOUS INTERESSER...



NOTRE-DAME DES LANDES :

3/ Après L'action

Pourquoi nous sommes-nous opposés à l'expertise des terres de la ferme Saint Antoine ?

Notre objectif était de montrer notre opposition à l'aéroport, mais aussi à la Z.A.D. qui a été mise en place pour démoraliser les agriculteurs et créer une situation favorable à l'implantation de l'aéroport.

Nous avons réussi à empêcher l'expertise le 16 mai. Elle s'est réalisée à la sauvette le lendemain.

Cela ne peut que nous inciter à intensifier notre vigilance. Sans vouloir nous opposer aux transactions entre particuliers, nous continuerons à nous opposer systématiquement aux propositions de vente au département.

Les riverains de la Z.A.D commencent à prendre conscience des nuisances que l'aéroport ne manquera pas de leur apporter.

Les faits que nous venons de vivre renforcent la prise de conscience de tous.

Comme au Larzac (camp militaire), à Naussac (barrage), Cisteron (aérodrome), nous nous battons pour conserver notre outil de travail face aux spéculateurs de tout poil.

A.D.E.C.A. (Association de Défense des Exploitants Concernés par l'Aéroport)
Paysans Travailleurs
FDSEA (syndicat local)



Dans l'espoir d'apporter une modeste contribution à la lutte des paysans de Notre Dame des Landes, l'APL a fouillé ses archives pour retrouver la trace de Langlois, le propriétaire "qui liquide parce que la gauche arrive".

Langlois est président de l'Office Public HLM de Loire Atlantique (54 rue Félix Faure, Nantes), qui construit des

logements depuis 1925 dans le département (sauf Nantes et Saint Nazaire) : Chateaubriand, Saint Sébastien sur Loire, Ancenis, Paimboeuf, la Baule, Rezé, Saint Herblain.

Autres membres du conseil d'administration (02/76) : Edmond Lhoste, directeur honoraire de la société Générale, Luc Dejoie, notaire, Benoit Macquet député RPR de Loire-Atlantique, Léon Clergeac etc...

Valeur des biens : 127 107 000 F.
Loyers perçus en 74 : 9 860 137 F.

Langlois est également directeur (et non plus président, attention) des Sociétés de Crédit Immobilier de Loire Atlantique (42 quai de Versailles Nantes).

Cette société fut créée en 1929 par M. de Clerville, remplacé par M. de Sesmaisons en 1931, qui s'y trouvait toujours en 1955.

En 1955, la présidence passe au président de la Coopérative d'Ancenis (la CANA), nommé Le Gouais, qui préside aussi la coopérative d'HLM rurales.

Après Le Gouais, décédé, c'est le sénateur Guillard, président à l'époque de la Caisse Régionale de Crédit Agricole, qui prend la tête.

En 45 ans, la société a consenti des prêts pour une valeur totale de 82 437 047 F. Elle est sans but lucratif.

Au Conseil d'Administration : Carrogot (CANA), O'Delant (Propriété Rurale), Cosse-Brissac.

degage, on aménage

Sous ce titre est paru en 1976, aux éditions Le Cercle d'Or, un petit livre signé J. DE LEGGE et R. LE GUEN qui, en collaboration avec les paysans de Notre Dame des Landes, explique le pourquoi du projet d'aéroport.

Il est disponible dans les bonnes librairies, auprès de la FDSEA, des Paysans Travailleurs et de l'ADECA.

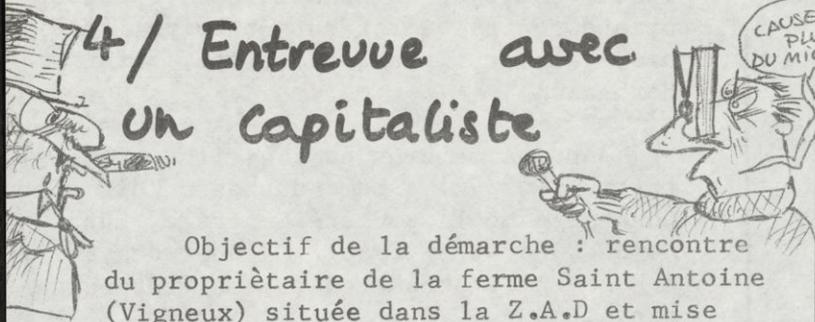


ET AUSSI
À LA LIBRAIRIE 71

29 rue Jean Jaurès
44000 NANTES

NOTRE-DAME DES LANDES :

4/ Entrevue avec un Capitaliste



Objectif de la démarche : rencontre du propriétaire de la ferme Saint Antoine (Vigneux) située dans la Z.A.D et mise en vente volontaire.

Surface en vente : 30 hectares : le propriétaire ne mettant pas en vente 3 ha où il élève des chevaux de selle.

Suite à une réunion du Comité de Défense, et mandaté par ses membres, nous avons rencontré le propriétaire de la ferme à son bureau d'Assurances, 2 place de la Monnaie à Nantes.

Reçus au 3^{ème} étage dans le bureau de ce Monsieur, la situation de domination s'instaure aussitôt : fauteuil bas pour les visiteurs, chaise surélevée pour le directeur de la société d'assurance.

A notre question : Pourquoi la vente de cette ferme ?

Réponse : la situation de cette ferme dans la Z.A.D. ne lui donnant plus la possibilité de céder à ses enfants, il veut réaliser son capital ; puis il se situe lui "l'ogre capitaliste" prévoyant l'arrivée de la gauche au pouvoir l'an prochain, il veut mettre sa fortune à l'abri en prévision de ce changement politique, et ne pas subir le même sort qu'au Maroc où il a beaucoup perdu.

Ensuite, c'est un long prologue sur les vertus du capitalisme, et que nous, méchants gauchistes, on est comme des enfants gâtés, on ne sait pas apprécier les bienfaits dont nous comblent les gens de son milieu.

A la question sur la sécurité du fermier après la vente : réponse : celui-ci n'a rien à craindre, ce projet n'est pas prêt de se réaliser, il peut attendre en toute quiétude la retraite.

A la question : pourquoi il ne vend pas les 3 hectares où sont ses chevaux, puisque c'est si sûr pour le fermier (il n'y a rien à craindre...), réponse : (d'un air dédaigneux) moi, locataire du département ? !

A la question : que devient le travail du fermier, et la plus-value apportée depuis 12 ans qu'il est votre fermier ?

Réponse : J'ai tant fait pour lui, il y a 12 ans, à l'achat, j'ai trouvé une habitation lamentable, je l'ai fait rénover, pour qu'il puisse toucher l'allocation logement.

Le vétérinaire passait tant de temps dans son étable vétuste où il y avait la maladie, que je lui ai fait une étable, le fermier était désespéré, je lui ai redonné le goût du travail.

Par ces aménagements, avec mes moyens, je l'ai aidé à évoluer et à redevenir lui-même.

Alors, ce qu'il a fait, ce n'est qu'une juste compensation de tous les bienfaits dont je l'ai comblés.

Et puis, continuant sur sa lancée, il en vient à nous dire que l'impôt sécheresse lui avait coûté une fortune, et que ça avait permis aux agriculteurs d'acheter des frigidaires et machines à laver, alors de quoi vous plaignez-vous ?

Ce Monsieur ne croit pas au dirigisme, il nous a même relaté que la subvention perçue pour l'étable lui a été reprise car il s'était trompé d'année à la déclaration (le pauvre).

Quand il se plaint que cette ferme ne lui a rien apporté depuis 12 ans, il oublie simplement la plus value foncière qu'il va réaliser, il avait acheté 7 millions anciens.

Nous sommes sortis écoeurés de cet entretien, et surtout de savoir avec quel dédain et mépris les gens de ce milieu traitent les travailleurs.

Nous avons cru bon de porter à votre connaissance cet entretien, c'est assez incroyable, mais pourtant la triste réalité.

Les participants à l'entretien le 13 mai 1977, Notre Dame des Landes.



"quand je s'rai grande..."

réalisé par la COMMUNE & LE MLAC D'AIJ

LE PLAISIR D'ACCOUCHER

Quand le bébé sort, un effort puissant, un plaisir violent, un aboutissement.

Il ne peut être bien vécu qu'avec les gens qu'on aime, qui vous aiment, qui attendent l'enfant avec vous, qui l'accueillent.

Ce moment extraordinaire, la sortie d'un enfant qu'on a voulu.

Ca ne devrait jamais pouvoir être un enfant pas voulu, neuf mois d'attente, plus des années de vie commune, une peine qu'on traîne toute sa vie, châtement intolérable, inhumain, inacceptable.

La société qui organise une vie pareille est pourrie, dégueulasse. Surtout qu'elle en fait une affaire individuelle.

C'est insensé que ça se passe dans un lieu froid, aseptisé, avec des gens plus ou moins hostiles, indifférents ou au mieux "gentils".

Un endroit où la femme est traitée comme un enfant à qui il faut tout dire, une mécanique qu'on dirige.

A la Commune, à l'accouchement de Guilaine (6 mois avant le film) on a eu envie d'apprendre. Sortir un bébé, l'aider à naître : une envie profonde, un pouvoir essentiel à prendre, un acte de base dans la vie, qui ne doit pas nous échapper, et non pas quelque chose d'étrange, d'extraordinaire, de mystérieux qui nous échappe.

Et l'accouchement de Françoise, ce fut un lien très fort, très doux, essentiel qui s'est tissé entre nous.

Les barrières tombent, on s'aime vraiment, on est tendus vers l'autre, comme quand on fait l'amour.

On rencontre un autre être, tendu dans un but commun, dans un moment fort.

Moment fort mais pas unique. Pas séparable de notre vie quotidienne, de ce que nous vivons tout le temps.

Sans tout le reste nous n'aurions pu réaliser cet accouchement. Et tout le reste, c'est entre autres ce que nous

avons fait au MLAC depuis plus de trois ans.

Nous y avons vécu des moments essentiels aussi.

Nous nous sommes réapproprié la technique, le savoir médical. C'était important parce que derrière ce savoir, ces techniques, réservés à des spécialistes, il y a les corps.

Les corps des femmes manipulés, soignés. Transformés en objets.

Nous avons fait plus de 900 avortements selon la technique par aspiration. Nous avons appris non seulement les gestes de l'aspiration, mais tout ce qui est nécessaire pour que l'avortement se déroule dans de bonnes conditions.

Puis, nous avons pris confiance en nous. Nous avons constaté peu à peu que nous pouvions nous-mêmes, non spécialistes, non seulement pratiquer des avortements, mais aussi poser des stérilets, choisir une bonne contraception. Et pourquoi pas des accouchements ?

Il ne suffit pas d'acquérir la compétence, le savoir, c'est du reste assez facile.

Il faut encore oser s'en servir. Combien d'entre nous, avant d'apprendre la technique des avortements par aspiration, ont dit d'abord : "c'est trop difficile, je n'y arriverai pas".

Placés devant la réalité, on voyait que c'était possible et on s'y mettait.

Nous n'avons aucune audace particulière, nous n'aimons courir aucun risque.

Mais, nous nous appuyons sur la force collective ; nous faisons tout en équipe, collectivement.

Par exemple, nous prenons le temps de prévoir ensemble tous les risques possibles lors d'un accouchement ; prêts à recourir aux structures hospitalières dans les cas où nos moyens seraient insuffisants.

Ce qui fait que nous ne courons pas plus de risques que dans la plupart des cliniques ou même des hôpitaux.

Peut être moins, dans la mesure où nous assurons ce qui manque partout : l'accueil, l'amitié, la liberté pour chaque femme de décider ce qui la concerne. →



Voilà l'essentiel qui se retrouve amplifié dans cet accouchement.

Nous avons plaisir à partager les mêmes évènements.

Bien sûr, les avortements sont toujours des échecs, mais au lieu de marquer encore plus l'échec, par la honte, la discrétion et la clandestinité, nous avons voulu en faire des moments de tendresse, d'amitié et de solidarité.

Voilà où est notre force.

Nous avons réussi une ébauche de vie réellement collective.

C'est bien ce qui fait peur au pouvoir, à la classe dirigeante.

Qu'ici naisse un mouvement, une force qui ne se limite pas à quelques individus, mais composé d'un grand nombre de femmes et d'hommes du peuple pour l'immense majorité ; et qui ont en commun d'avoir été ensemble dans l'illégalité.

D'avoir eu ensemble l'expérience bouleversante de ce que peuvent la tendresse partagée, l'amitié, l'absence de soumission des uns aux autres ; la volonté commune de transformer la réalité.

Du coup, on nous fait un procès.

A peine la loi sur l'avortement du 18 janvier 1975 arrachée - encore n'a-t-elle été votée que pour cinq ans - six femmes ont été inculpées :

- d'exercice illégal de la médecine, c'est pour avoir repris aux spécialistes une part de leur savoir ;

- de tentative d'avortement, ce que nous ne nions pas ;

- de pratique habituelle d'avortements, c'est pour n'avoir pas fait cesser la solidarité juste après l'esbrouffe d'une loi.

Une loi qui n'assure pas le remboursement de l'avortement et qui exclut de fait un grand nombre de femmes, et comme par hasard celles qui ne sont pas du côté du manche : les immigrées, les mineures, toutes celles qui manquent d'information, n'ont pas le droit à une bonne contraception.

Avec elles, ont donc été inculpées toutes celles, tous ceux qui ne se contentent pas du vote d'une loi, encore moins si elle est imparfaite.

Tous ceux qui veulent que leur volonté d'une vie juste, égale, fraternelle,

aboutisse, s'inscrive dans la réalité.

Tous ceux qui veulent que leur désir de changer ne bute pas sur des institutions où le pouvoir, le savoir et la puissance restent eux-mêmes.

Résultat du procès : cinq ont deux mois avec sursis ; une a un mois avec sursis.

Nous n'avons pas encore changé le monde, mais nous savons que c'est possible.

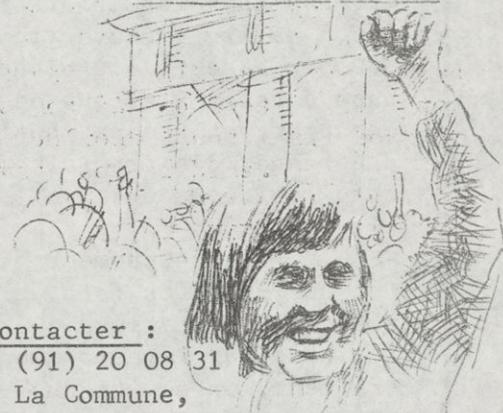
Est-ce trop dire, nous qui avons réalisé ce film (et d'autres choses) depuis la province, sans appartenir à aucune grande organisation nationale, est-ce trop dire ? nous qui sommes la majorité des femmes ?

Peut-être, mais nous avons découvert au long des trois années de pratiques communes, que nos luttes pour l'avortement libre et gratuit, pour reprendre pouvoir sur nos corps pour changer la situation des femmes, par exemple dans les entreprises où nous travaillons, n'ont de chance d'aboutir que si elles reposent sur la solidarité, l'organisation concrète de la solidarité.

Maintenant, nous savons que la vie collective, dans laquelle nous avons tout misé, et dont nous montrons un moment dans ce film, possède une immense force subversive.

Nous le montrerons dans un film plus long, plus vaste, retraçant d'autres aspects de notre pratique.

LA COMMUNE



Pour nous contacter :
Téléphone : (91) 20 08 31
Adresse : La Commune,
Chemin de la Pierre de Feu
Le Pey Blanc
13100 AIX EN PROVENCE

PROJECTION
VENDREDI 27
14H : MAISON DE QUARTIER DERVALLIÈRES
20H30 : FOYER DE LA JEUNE TRAVAILLEUSE
PL. ST ELISABETH

REMORQUEURS NANTAIS : BARRE BATTU. . .. PAR LES "ABEILLES"

62 jours de grève totale !

Les salariés qui travaillent sur les remorqueurs du Port de Nantes, les "Abeilles", ne sont pas nombreux.

Ils sont 14.

En deux mois de grève totale, à l'unanimité, ils ont déjoué le Plan Barre, qui limite étroitement les augmentations de salaire.

Après 62 jours de grève, les marins C.G.T. des Abeilles ont obtenu :

1) 1 500,00 F. de plus de prime de fin d'année, plus 280,00 F. pour l'année 77, soit au total 1 780 F. d'augmentation

annuelle, ce qui revient à une augmentation au mois de 148,00 F.

Ils demandaient 2 000,00 F. d'augmentation de cette prime et ont donc obtenu pratiquement le tout.

2) L'armateur refuse de payer les jours de grève. Mais il paye 10 jours de congé supplémentaires.

3) Les 14 marins ont obtenu par les collectes de solidarité l'équivalent d'un mois de salaire sur deux mois de grève.

Après les pavillons de complaisance, une deuxième victoire pour la C.G.T. des marins Nantais.

CENTRALE NUCLÉAIRE DU PELLERIN : NUCLÉAIRE

L'ENQUÊTE BRÛLE !

Le Préfet a annoncé que l'enquête d'utilité publique commençait le 31 mai.

Mercredi matin, le préfet a reçu les maires des 12 communes concernées. Sur 12 maires, 5 acceptent de collaborer (... à l'enquête) : Bouaye, Saint Aignan de Grand Lieu, Saint Etienne de Montluc, Rouans, Port Saint Père.

Les 7 qui refusent de procéder à l'affichage de l'enquête dans leur commune sont les maires du Pellerin, St Jean de Boiseau, Brains, La Montagne, Vue, Couéron, Cheix en Retz.

Au Conseil Municipal de Couéron, Pierre Auffray, rapporteur de l'entrevue avec le préfet a déclaré :

"Le préfet a confirmé aux maires son refus de prendre en compte les arguments des élus s'opposant à l'ouverture immédiate de l'enquête... passant outre le refus des maires de Couéron et des 6 autres communes de se soumettre aux ordres administratifs, le préfet a décidé de procéder lui-même, immédiatement, par la présence du sous-préfet, à l'affichage en mairie de Couéron, de l'arrêté prescrivant l'ouverture de l'enquête d'utilité publique, enquête qui par ailleurs, sera réalisée sous la protection de la

force publique en armes".

A la question d'un militant des Comités de Défense ("Pensez-vous appuyer sur la population ?") Morandeau, maire de Couéron (P.S.) a répondu :

"La population sera mobilisée, si besoin est".

(suite page 89.) →

N. B. : On signale que, dans d'autres régions, le registre d'enquête est fixé sur place par une chaîne, et gardé sur place par deux gendarmes.

A Brand Saint Louis, 30 000 personnes ont signé contre, et la Centrale se fait quand même...



L'ENQUÊTE BRÛLE

→ (suite)

Vendredi matin, le sous-préfet de Nantes, M. de Faucigny Lusinge, s'est levé tôt pour faire la tournée des communes, et afficher lui-même l'enquête à la porte des mairies.

LE PELLERIN : 8 H 30 : Vilaine, maire, refuse de procéder à l'affichage, et tourne le dos pour ne pas voir ça.

Un peu plus tard, 150 personnes arrachent et brûlent l'affiche en présence du maire.

CHEIX EN RETZ : 9 H 00 : Maire absent, l'adjoint refusé de se déplacer.

Le sous-préfet agrafe l'arrêté sur la porte de la Mairie.

Par la suite, un attroupement de 100 personnes, soit presque la moitié des habitants de la commune, arrachent et brûlent l'affiche.

LA MONTAGNE : 9 H 05 quinze manifestants PS, PC sont là, mais l'affiche reste en place.

BRAINS : affichage sans problème.

VUE : refus du maire, le préfet affiche. Pas d'incident.

ROUANS : le maire, Ripoche, affiche l'enquête lui-même dès mercredi soir.

Vendredi 10 H 30, 50 personnes arrachent et brûlent l'affiche.

SAINT JEAN DE BOISEAU : Pas d'incident.

COUERON : 13 H 30 le maire refuse, le sous-préfet placarde l'arrêté devant 100 personnes, qui le brûlent aussitôt (pas le sous-préfet, l'arrêté...)

Vite fait, bien fait : un coup de chapeau aux antinucléaires de la région.

[P.S. / Le PCF du Pellerin a sorti un tract dans lequel il s'étonne qu'on puisse s'opposer à l'enquête d'utilité publique. D'ailleurs les gens du PC n'ont pas participé à ses actions.]

Liban, Palestine: le livre du CPO est paru.

Le livre du CPO est paru, lisez-le et faites-le connaître.

Cet ouvrage collectif est le résultat de deux sessions qui se sont tenues au CPO.

Il rassemble des études et des réflexions sur la Palestine et le Liban, deux pays, deux peuples, dont l'histoire et passée et présente ne cesse de nous atteindre.

Il aborde également la question, millénaire mais plus actuelle que jamais, des rapports entre l'Occident et le Moyent Orient Arabe.

233 pages, prix : 35 F. (plus port 3,90 F.)

Librairie Editions l'HARMATTAN, 18 rue des Quatre Vents 75006 PARIS.

Règlement à la commande, CCP chèque bancaire ou mandat postal joint, à l'ordre de l'HARMATTAN : CCP 23 625 44 N - PARIS

FLORALIES, CHILI... BOMBE !

La semaine dernière, on apprenait qu'aux Floralies étaient exposées des fleurs venant d'Afrique du sud, d'Iran et du Chili, trois régimes fascistes sanguinaires.

Mercredi à 15 H 55, six policiers faisaient évacuer tout le Grand Palais de la Beaujoire "dans un ordre parfait et sans panique" dit le journal.

Explication : un coup de téléphone anonyme était parvenu au secrétariat, annonçant qu'une bombe allait exploser au stand du Chili.

La bombe n'a pas explosé ; en fait il n'y avait pas de bombe.

A.P.L.



11/11/77
sans fleurs
ni
couronnes

CET OBJET CONFIDENTIEL
N'AYANT PAS
D'EXISTENCE LEGALE
VA SE DESINTEGRER
DE LUI MEME
D'ICI QUELQUES SECONDES.

Soutien A Henri LE CADRE

L'A.P.L. PARTOUT

Henri LE CADRE, passé en procès à St-Nazaire le 8 mars 1977 pour avoir renvoyé son livret militaire en protestation contre l'extension du camp militaire du Larzac, les ventes d'armes et les Tribunaux d'Exception (T.P.F.A. Cour de Sureté de l'Etat), passera en Cour d'Appel à Rennes le 16 juin 1977. Venez nombreux le soutenir, écrivez au Président du Tribunal ou encore renvoyez votre livret militaire.

Contactez : Henri LE CADRE
152 - bais
44720-St-Joachim.

Comme nous l'avons dit la semaine dernière, voici les points de ventes A.P.L. à St-Nazaire :

- 10, Avenue de la République.
- 53, Bd de la Libération
- 5, Rue de Trignac
- Centre Commercial Kerlédé
- Centre Commercial Tréballe
- Librairie de Rond-Point.

LA SOCIÉTÉ CONTRE LES JEUNES; ils ne se font pas faire. Aidons les.

Mardi 17 mai a eu lieu au Centre Social de Beauregard une réunion sur le problème des jeunes et la délinquance.

Un Collectif comprenant les organisations suivantes était représenté.
C.S.C.V. - C.G.T. - C.F.D.T. - Fraternité Protestante - P.S. - P.S.U. - un groupe d'avocats - plus le Syndicat de la Médecine Générale (Médecins Progressistes-J.O. - A.P.L. - Le P.C., les J.C. et U.F.F. n'ont pas voulu prendre part au collectif.

Les débats étaient très intéressants et très animés.

Le représentant de la Frat. pense que ce n'est pas aux associations de faire quelque chose pour les jeunes, mais plutôt aux jeunes de dire ce qu'ils attendent des organisations.

Un jeune du Centre affirme qu'il y a un trou entre jeunes et anciens, qu'ils ne veulent pas de chômage, pas de discrimination dans le travail quand il y en a, surtout au niveau argent. Il refuse aussi que les flics puissent entrer au Centre Social de Kerlédé et commencent à taper et contrôler les identités alors qu'il n'y a pas de bordel dans le centre, il demande aussi que les organisations les aident de divers moyens. Par

par exemple, diffusion de tracts pour expliquer leurs problèmes où communiqués de Presse.

Les jeunes disent aussi leur contentement de voir des adultes les aider et essayer de les comprendre.

L'animateur de Beauregard dit qu'une plate-forme minimum serait nécessaire pour faire avancer les débats. Il propose par exemple un lieu commun de rencontre pour tous les jeunes de St-Nazaire. Il propose aussi les questions suivantes.
Pourquoi aller en prison pour presque rien ?
Pourquoi l'école.
Pourquoi ceux de Beauregard sont catalogués à cette même école ?

Un représentant du P.S. pense que c'est aux jeunes de Beauregard de faire un pas vers les autres qui ne les comprennent pas.

L'animateur reprend les paroles en dénonçant le manque de foyer pour les jeunes où quand il y en a, ils ont des horaires impossibles.

Un représentant de la C.G.T. pense que ce serait bien de faire une sorte de porte ouverte sur le centre pour renouer avec les gens, de façon à travailler ensemble dans une

discussion sur le problème des jeunes. Un jeune ne cache pas son amertume en disant qu'il avait invité des gens à un bal au Centre de Beauregard et personne n'ai venu. Il dit aussi qu'il y a des boums tous les jours de la semaine et que personne ne vient.

Pourquoi, pour en finir il y a eu une pétition contre nous ?.

L'animateur de la Bouletterie ne voit pas très bien ce qu'il peut faire en tant qu'animateur.

Un jeune, c'est pas le tout de faire des promesses, il faut les tenir.

Un jeune qui s'occupe des autres jeunes à Kerlédé, ce qu'il faut, c'est un rassemblement de jeunes sur tout St-Nazaire, ils n'ont jamais la parole, il faut leur donner.

"A Kerlédé, il y en a 5 en taule" un jeune de Beauregard "et nous 17".

Il ne faut pas croire qu'on vole comme ça, il y a une raison et les jeunes doivent l'expliquer.

"Où parlent les jeunes de Beauregard ? nulle part !"

Celui qui s'occupe des jeunes de Kerlédé "On a pris les moyens pour voir les jeunes chez les flics. Pour communiquer avec eux quand ils étaient en taule".

Un mec, on pourrait faire un film, je peux vous aider techniquement.

Mauduit, un représentant de la Municipalité : "on avait parlé d'une table ronde regroupant tout le monde. Flics, associations, jeunes, animateurs, population . J'avais dit que c'était possible. Nous avons déjà eu 3 réunions à la Mairie pour ça. C'est possible après la mise en route du Centre Social de Kerlédé.

Un jeune "tu vois une réunion où il y aurait des flics, on casserait tout ou on se tairait".

L'animateur : "il faut marcher, le temps presse. Dans trois semaines, il sera trop tard. On fait un truc sur toute la ville et ça sera ce que ça sera. Ca serait dans les 15 ou 20 jours. Parmi les associations, qui est d'accord ? Pas de réponse ! Bon, tout le monde l'est. Le principe d'un meeting est

adopté, on se voit mardi 7 juin pour mettre les détails au point, au Centre Social de La Bouletterie.

Le lendemain de cette réunion, c'est-à-dire le mercredi 18, un article de Presse visiblement communiqué du commissariat de police et repris en compte par Presse Océan, l'Eclair, Ouest-France affirmant que si il y avait de la délinquance à Kerlédé, c'était de la faute au Centre Social, et que si le Centre était fermé, il n'y aurait plus de délinquance. En même temps, il y a des maladies (gale) laissant supposer que si c'est pas les flics qui ferment le centre, ça sera l'Hygiène. Enfin, il faut fermer, Kerlédé doit rester digne aux yeux de sa petite bourgeoisie.

Merci Messieurs les flics, merci Ouest France, merci Presse Océan, vous êtes honnêtes et très objectifs.

La société actuelle n'est pas remise en question, c'est de la faute aux jeunes si ça va pas, pas d'la faute à la société et ses vaseaux.

=====

LE COLLECTIF SE RÉUNIT TOUS LES JEUDIS
À 18 H 30 CHEZ PÉPIN - 6, RUE ROGER
SALENGRO... TÉL. 22.22.86

4 et 5 JUIN

PARC DE LA COURNEUVE



FETE
DU
PSU

DEBATS ET FORUM AUTOUR DE :

- les nationalisations - l'Etat - l'information + des radios locales aux monopoles d'Etat - stratégie des luttes - écologie et luttes de classes - libertés et droits des minorités.

Djamel Allam - Carlos Andreaou - Aquarium - Assum Berefu - Evan Chandlee Quartet - Mime Duval - Carmagnolle - Crescendo - Moelleux - Imago - Font et Val - Jacques Higelon - Pierre Dieghi - Le clown Kergrist - Yvan Labejof - Little Bob Story - Mama Bea - Manduka - Les Maringoins - Nous chantons ne vous déplaie - Parkings - Pieds joints - Les Jeanne - Quarteto Cedron - Martin Saint Pierre - Ritacalfoul - Michel Ripoché - Rufus - Roger Siffer - Cecil Taylor - Téléphone - Daniel Humair - Réunion - Pierre Vassiliu - Workshop de Lyon - X Tet D'Anecy - Théâtre du Levant - Théâtre Universitaire de Rouen - Troupe Z - Julos Beaucarne - Théâtre à bretelles - Tri Yann.....

BILLETTS EN VENTE A LA LIBRAIRIE 71
20 F POUR LES 2 JOURS

Départ en car de NANTES.

SAHARA DÉMOCRATIQUE: MEETING INTERDIT À PARIS

L'Association des Amis de la République Arabe Sahraoui Démocratique vient de se voir notifier par le Préfet de Police de Paris, l'interdiction d'un meeting qui devait se dérouler le mardi 17 mai à la Mutualité.

Cette mesure intervient alors que quatre interdictions viennent d'être prononcées contre des meetings organisés par l'Association dans les Bouches du Rhône.

La raison invoquée : le risque de troubler l'ordre public, n'est qu'un prétexte destiné à empêcher des français de s'exprimer publiquement sur la politique aventuriste menée par le gouvernement français qui apporte un soutien actif au Maroc et à la Mauritanie qui ont envahi

le Sahara Occidental.

L'Association des Amis de la République Sahraoui Démocratique proteste contre ces mesures arbitraires du gouvernement et appelle tous les français à protester contre cette interdiction destinée à empêcher l'Association de faire son travail d'information auprès de l'opinion publique.

Paris, le 14 mai

Etant donné le fait sans précédent que constitue cette interdiction, nous pensons qu'il faut en faire une information la plus large possible. Le même communiqué est envoyé à Ouest France et à Presse Océan.

Le comité Nantais de l'AARASD

